



3250 Bloor St. West, Suite 300

Toronto, Ontario

416-231-5931 1-800-268-3781

F: 416-231-3103

Le 29 juillet 2021

L'honorable ministre Marc Garneau, C.P., député  
Ministre des Affaires étrangères  
Chambre des communes  
Ottawa, Ontario K1A 0A6  
[Marc.Garneau@international.gc.ca](mailto:Marc.Garneau@international.gc.ca)

**Objet : Le Canada doit dénoncer les homicides d'enfants palestiniens perpétrés le 29 juillet 2021 par l'armée israélienne, lors d'un raid du bureau central de Défense des enfants International-Palestine, une organisation de défense des droits de la personne**

Monsieur le Ministre Garneau,

Recevez mes salutations, au nom de l'Église Unie du Canada.

C'est avec une tristesse et une inquiétude grandissantes que je vous écris une fois de plus afin d'exhorter le Canada à prendre des mesures concrètes pour que les vies des enfants palestiniens cessent d'être menacées, dans le contexte de l'occupation militaire israélienne.

Au cours des deux derniers jours, deux enfants de plus sont tombés sous les balles de l'armée israélienne. Le bilan des enfants morts dans de telles circonstances en Cisjordanie s'élève maintenant à 11. Le 28 juillet, des soldats israéliens [ont tué par balles Mohammad Mo'ayyad Bahjat Abu Sara](#) (lien en anglais) âgé de 11 ans, alors qu'il était assis dans la voiture de son père. Le 23 juillet, [Mohammad Munir Mohammad Tamimi, âgé de 17 ans](#) (lien en anglais), a été gravement blessé d'une balle dans le dos et est mort après plusieurs heures de chirurgie.

Défense des enfants International-Palestine (DCIP), un partenaire de l'Église Unie du Canada basé à Ramallah, mène des enquêtes avec minutie, documente les témoignages et publie des rapports exhaustifs sur de graves violations des droits des enfants<sup>1</sup>. Le droit international stipule qu'une force mortelle ne peut être exercée que si une vie est directement menacée ou que s'il y a risque de blessures graves. Les enquêtes menées par DCIP et les preuves recueillies par cette organisation suggèrent que l'armée israélienne utilise une force mortelle à l'endroit des enfants palestiniens qui, compte tenu des circonstances, s'avère des homicides extrajudiciaires ou volontaires.

De plus, nous sommes très inquiets du fait que le 29 juillet, vers 5 h du matin en Palestine, l'armée israélienne a effectué un raid au bureau central de DCIP, à Al-Bireh, Ramallah, après avoir détruit la

---

<sup>1</sup> Depuis 1991, DCIP fournit des services juridiques aux enfants incarcérés et traduits devant des tribunaux militaires. Son équipe d'avocats, de travailleurs de terrains, de travailleurs sociaux et de défenseurs documente et dénonce les graves violations des droits de la personne commises à l'endroit des enfants palestiniens et force les autorités israéliennes et palestiniennes à respecter les principes relatifs aux droits universels de la personne.



porte principale. Durant l'opération, l'armée israélienne a confisqué huit ordinateurs (six tours et deux portables), ainsi que des dossiers portant sur la représentation juridique d'enfants palestiniens traduits devant des tribunaux militaires. Ce raid fait partie d'une escalade d'attaques perpétrées par les autorités israéliennes contre les défenseurs des droits de la personne, en Palestine et en Israël.

Nous exhortons le Canada à :

- émettre sans tarder une déclaration condamnant les homicides extrajudiciaires d'enfants palestiniens ainsi que la pratique d'Israël qui constitue à incarcérer et à traduire des enfants palestiniens devant des tribunaux militaires, laquelle est en violation du droit international;
- nommer un envoyé spécial pour surveiller la situation des enfants palestiniens en territoires palestiniens occupés en regard des droits de la personne, et en faire rapport;
- obliger les autorités militaires d'Israël à respecter leurs obligations en vertu du droit international relatif aux droits de la personne et du droit international humanitaire.

L'Église Unie du Canada a exhorté à plusieurs reprises le gouvernement du Canada à prendre toutes les mesures possibles pour presser le gouvernement israélien de mettre un terme à l'occupation, laquelle constitue le principal obstacle à la paix et cause la mort de centaines de Palestiniens, dont des enfants. Certains de nos concitoyens et concitoyennes ont fait des appels téléphoniques, écrit de nombreuses lettres, rencontré leur député et signé des pétitions enjoignant au gouvernement du Canada de nommer un envoyé spécial pour surveiller la situation des enfants palestiniens détenus par l'armée israélienne. [La réponse du gouvernement du Canada à la pétition E-2667](#), signée par plus de 2 400 Canadiennes et Canadiens et priant le gouvernement du Canada à mettre en place plusieurs mesures, notamment celle « de veiller au respect des droits des enfants palestiniens », est tout à fait insuffisante, compte tenu du nombre croissant d'enfants palestiniens tués par l'armée israélienne et de l'impunité dont jouissent les colons israéliens qui commettent des actes de violence à l'endroit des enfants palestiniens.

Nous requérons du gouvernement de réagir rapidement à cette demande pour que les enfants palestiniens ne deviennent plus une statistique sur la liste croissante de mortalités.

Nous attendons avec impatience une réponse favorable de votre part.

Que la grâce et la paix vous guident dans vos importantes fonctions de leadership.

Veuillez agréer l'expression de nos sentiments respectueux.



Japhet Ndhlovu, Ph. D., pasteur  
Ministre exécutif, unité de l'Église en mission  
L'Église Unie du Canada

C. C. :

L'honorable Michael Chong, Parti conservateur du Canada  
[Michael.Chong@parl.gc.ca](mailto:Michael.Chong@parl.gc.ca)

Jack Harris, Nouveau Parti démocratique  
[Jack.Harris@parl.gc.ca](mailto:Jack.Harris@parl.gc.ca)

Sai Rajagopal, Parti vert du Canada  
[sai.rajagopal@greenparty.ca](mailto:sai.rajagopal@greenparty.ca)

Stéphane Bergeron, Bloc Québécois  
[Stéphane.Bergeron@parl.gc.ca](mailto:Stéphane.Bergeron@parl.gc.ca)

Vincent Garneau, chef de cabinet, ministre des Affaires étrangères, Affaires mondiales Canada  
[Vincent.Garneau@international.gc.ca](mailto:Vincent.Garneau@international.gc.ca)

Rob Oliphant, député, secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères  
[Rob.Oliphant@parl.gc.ca](mailto:Rob.Oliphant@parl.gc.ca)

Iqra Khalid, présidente, Comité permanent de la justice et des droits de la personne  
[Iqra.Khalid@parl.gc.ca](mailto:Iqra.Khalid@parl.gc.ca)

Randall Garrison, porte-parole du NPD en matière de justice  
[Randall.Garrison@parl.gc.ca](mailto:Randall.Garrison@parl.gc.ca)

L'honorable Rob Moore, porte-parole du Parti conservateur en matière de justice  
[Rob.Moore@parl.gc.ca](mailto:Rob.Moore@parl.gc.ca)

Rhéal Fortin, porte-parole du Bloc Québécois en matière de justice  
[Rheal.Fortin@parl.gc.ca](mailto:Rheal.Fortin@parl.gc.ca)

Troy Lulashnyk, directeur, Moyen-Orient et Maghreb, Affaires mondiales Canada  
[Troy.Lulashnyk@international.gc.ca](mailto:Troy.Lulashnyk@international.gc.ca)

Robin Wettlaufer, représentante du Canada à l'Autorité palestinienne  
[Robin.Wettlaufer@international.gc.ca](mailto:Robin.Wettlaufer@international.gc.ca)

Lisa Stadelbauer, ambassadrice du Canada en Israël  
[Lisa.Stadelbauer@international.gc.ca](mailto:Lisa.Stadelbauer@international.gc.ca)